

OCTOBRE  
2025

## États-Unis/Taiïwan : le temps de la confusion stratégique



Charles-Emmanuel DETRY

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1114-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : © AfricaStock/Shutterstock.com

### **Comment citer cette publication :**

Charles-Emmanuel Detry, « États-Unis/Taïwan : le temps de la confusion stratégique », *Études de l’Ifri*, Ifri, octobre 2025.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

**Charles-Emmanuel Detry** est docteur en droit public de l'Université Paris-Panthéon-Assas. Il y a été assistant temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) après y avoir étudié les relations internationales et le droit international public. Il est également titulaire d'une licence en études chinoises de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Sa thèse s'intitule *L'affaire de la mer de Chine méridionale. Étude sur l'irréductibilité du problème de la justiciabilité des différends internationaux*, et a été dirigée par le Pr. Julian Fernandez.

# Résumé

En s'opposant à la volonté de la Chine d'annexer Taïwan, les États-Unis d'Amérique contribuent, depuis des décennies, au maintien du *statu quo*, toute tentative d'invasion chinoise entraînant, avec une potentielle intervention américaine, le risque d'une nouvelle guerre mondiale. Mais dans l'agitation suscitée par les conséquences internationales du retour au pouvoir de Donald Trump, une question sème le trouble dans les esprits : à l'égard de Taïwan, quelle sera l'attitude d'une administration dédaigneuse des alliés des États-Unis mais obsédée par la compétition avec la Chine ?

À ce sujet, deux thèses ont été exprimées. La première va dans le sens de la pérennité de la protection américaine de Taïwan : si les États-Unis s'appêtent à abandonner l'Ukraine à la Russie, ce serait pour se concentrer sur leur véritable ennemi, la Chine. La seconde affirme au contraire que Taïwan pourrait perdre le soutien américain : les États-Unis la sacrifieraient à la Chine contre des compensations dans l'hémisphère occidental. Mais la politique de Donald Trump n'a probablement pas la cohérence que lui prêtent ces représentations et il paraît aussi excessif de tabler sur la protection pérenne de Taïwan que d'annoncer sa trahison par les États-Unis. L'ambiguïté stratégique risque plutôt de succéder à la confusion stratégique.

L'évaluation de l'importance de Taïwan pour la nouvelle administration américaine suppose d'examiner ce qu'il reste du cadre mis en place pour les relations avec l'île du temps de la *Pax Americana*, qui semble toucher à son terme. Pendant des décennies, Taïwan a été au cœur du dispositif américain en Asie orientale, verrouillant l'expansion de la Chine vers le Pacifique. Taipei aura désormais fort à faire, dans cette nouvelle ère incertaine, pour convaincre le président américain de son intérêt à maintenir ce verrou. Si rien n'autorise pour le moment à conclure au désengagement américain, les signaux équivoques envoyés par une nouvelle administration Trump déjà divisée augmentent les risques d'un mauvais calcul de la Chine à un moment déjà extrêmement dangereux pour les relations sino-américaines. Sans tendre vers la guerre imminente, cela la rend déjà un peu moins improbable.

# Executive summary

By opposing China's desire to annex Taiwan, the United States of America has for decades contributed to maintaining the status quo, with any attempt at a Chinese invasion carrying the risk of a new world war, given the potential for American intervention. But amid the turmoil caused by the international consequences of Donald Trump's return to power, one question is causing concern: what will be the attitude of an administration that disregards the United States' allies but is obsessed with competition with China towards Taiwan?

Two theories have been put forward on this subject. The first argues that US protection of Taiwan will continue: if the US is preparing to abandon Ukraine to Russia, it is in order to focus on its real enemy, China. The second, on the contrary, asserts that Taiwan could lose US support: the US would sacrifice it to China in exchange for compensation in the Western Hemisphere. But Donald Trump's policy is probably not as consistent as these representations suggest, and it seems as excessive to count on the continued protection of Taiwan as it is to announce its betrayal by the United States. Strategic ambiguity is more likely to be followed by strategic confusion.

Assessing Taiwan's importance to the new US administration requires examining what remains of the framework established for relations with the island during the Pax Americana, which appears to be coming to an end. For decades, Taiwan has been at the heart of the US strategy in East Asia, blocking China's expansion into the Pacific. Taipei will now have its work cut out for it in this new era of uncertainty to convince the US president of the value of maintaining this barrier. While there is currently no reason to conclude that the US is disengaging, the ambiguous signals sent by a new and already divided Trump administration increase the risk of miscalculation by China at a time that is already extremely dangerous for Sino-US relations. Without making war imminent, it does make it a little less unlikely.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
Le rééquilibrage : vers un ordre international à deux contre un .....	7
La curée : vers un ordre international à trois contre tous.....	8
Le chaos : vers le désordre international .....	9
<b>L'ANCIEN MONDE .....</b>	<b>11</b>
Taïwan dans la <i>Pax Americana</i> .....	11
Le cadre juridique mis en place à partir de 1979.....	13
Un cadre fissuré : Taïwan sous la première administration Trump....	15
Vers le nouveau monde : Taïwan sous l'administration Biden .....	17
<b>VERS UN NOUVEAU MONDE .....</b>	<b>19</b>
Taïwan post- <i>Pax Americana</i> .....	19
Les hommes du président et Taïwan .....	21
Des brèches dans le bouclier de silicium ? .....	24
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>26</b>

# Introduction

Où en sont les relations entre les États-Unis et Taïwan à l'ère de l'administration Trump II ? L'annonce par Donald Trump, le 2 avril 2025, de l'imposition de droits de douane dits « réciproques » à l'encontre de la majeure partie du monde nous en a fourni un instantané révélateur<sup>1</sup>. D'un côté, Taïwan figurait en quatrième position du tableau exhibé par le président américain au « jour de la libération », du nom farfelu donné à ce nouveau protectionnisme : loin d'être épargnée par la vindicte commerciale de son partenaire et protecteur, l'île revendiquée par la Chine se voyait imposer un taux de pas moins de 32 %, l'un des plus élevés de la liste. D'un autre côté, c'est dans une colonne intitulée « pays » et sur une ligne distincte de celle de la Chine – la première entrée du tableau – que Taïwan était renseignée, en dépit de la politique d'une seule Chine affirmée par Washington depuis 1979 et que Pékin voudrait imposer à la société internationale en tant que principe<sup>2</sup>. Du point de vue de la Chine, « taxée » quant à elle à 34 %, ce détail du tableau du président Trump ne pouvait que remuer le couteau dans la plaie, tout en n'offrant qu'une consolation toute symbolique aux Taïwanais.

Cette ambivalence dans le traitement de Taïwan par la seconde administration Trump n'est pas limitée aux questions commerciales. Elle conduit les observateurs à se demander si les États-Unis prennent plus que jamais fait et cause pour Taïwan, ou s'ils ne s'apprêteraient pas plutôt à l'abandonner à son sort. Compte tenu du dédain ouvertement témoigné par le gouvernement américain à tous ses alliés et partenaires traditionnels, à commencer par le peuple ukrainien exclu des négociations entreprises avec la Russie, sur quelle protection Taïwan peut-elle encore miser ? Mais de la part d'un président qui, dès son premier mandat, avait forgé un nouveau consensus à Washington en désignant la Chine comme ennemi<sup>3</sup>, et qui a entamé le second par une spectaculaire confrontation commerciale avec elle, le soutien à Taïwan n'est-il pas voué à se maintenir, voire à s'intensifier ? La question est configurée, chez les observateurs de la politique étrangère américaine, par des représentations concurrentes de l'ordre international que les États-Unis de Donald Trump chercheraient à instaurer.

---

1. A. Swanson et T. Romm, « Trump Imposes Vast Global Tariffs », *The New York Times*, 2 avril 2025, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

2. A. P. Liff et D. Lin, « The “One China” Framework at 50 (1972-2022): The Myth of “Consensus” and Its Evolving Policy Significance », *The China Quarterly*, vol. 252, 2022, p. 977-1000, disponible sur : [www.cambridge.org](http://www.cambridge.org).

3. Ch.-E. Detry, « Le dilemme chinois de Trump à Biden : un consensus et trois visions du monde », *Ifri, Asie Visions*, n° 122, 28 juillet 2021, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

## Le rééquilibrage : vers un ordre international à deux contre un

La première de ces représentations est couramment désignée par l'expression « Nixon à l'envers » (*Reverse Nixon*)<sup>4</sup>. Selon ses partisans, Donald Trump chercherait à réaliser avec la Russie ce que Richard Nixon avait accompli avec la Chine. En se rendant à Pékin en 1972, le président Nixon avait entrepris un rapprochement avec la Chine populaire pour mieux faire face à l'Union soviétique. De même, en recherchant l'arrêt de la guerre d'Ukraine aux conditions de la Russie et la normalisation des relations avec elle, le président Trump viserait à neutraliser la Russie pour se concentrer sur le véritable adversaire du moment, la Chine. Cette manière de voir milite pour le scénario de la solidité des liens entre les États-Unis et Taïwan, dont la valeur stratégique resterait décisive dans l'affrontement sino-américain.

L'analogie historique est entretenue par les nombreuses comparaisons que l'on a pu faire entre Donald Trump et Richard Nixon. À l'intérieur, les deux hommes se ressemblent pour leur conception césariste de la présidence<sup>5</sup> et leur mépris des règles quand elles s'appliquent à eux<sup>6</sup>. À l'extérieur, on a dit des deux dirigeants qu'ils étaient adeptes de la « stratégie du fou » qui consisterait à dissuader les adversaires de l'Amérique en agissant d'une façon apparemment erratique qui élèverait les risques pour ces derniers<sup>7</sup>.

Cependant, l'analogie fait fi de deux différences considérables. Premièrement, la visite de Nixon en Chine faisait suite au schisme sino-soviétique de 1960. En 1969, il avait culminé dans un grave conflit frontalier entre la Chine et l'Union soviétique. Au contraire, la Russie et la Chine disent aujourd'hui leur partenariat « sans limite<sup>8</sup> » et, quelle que soit sa profondeur réelle, nul ne peut affirmer que les États-Unis représentent aujourd'hui pour la Russie un partenaire préférable au voisin chinois<sup>9</sup>. Deuxièmement, le rapprochement entre les États-Unis et la Chine était motivé, dans les années 1970, par une approche réaliste des relations internationales reposant sur la doctrine de l'équilibre des puissances et une

4. M. Schuman, « What Is a “Reverse Nixon”, and Can Trump Pull It Off? », *The Atlantic*, 30 mai 2025, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

5. N. Pinkoski, « The Return of the American Caesar », *UnHerd*, 26 février 2025, disponible sur : <https://unherd.com>.

6. « Quand c'est le président qui le fait, ça veut dire que ce n'est pas illégal », avait déclaré Nixon. « Celui qui sauve son pays ne viole aucune loi », a tweeté Trump.

7. D. W. Drezner, « Does the Madman Theory Actually Work? », *Foreign Policy*, 7 janvier 2025, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

8. A. Slodkowski et L. Chen, « China's Xi Affirms “No Limits” Partnership with Putin in Call on Ukraine War Anniversary », *Reuters*, 24 février 2025, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com). Le 9 mai 2025, les présidents Poutine et Xi ont affiché leur unité lors des commémorations à Moscou.

9. M. McFaul et E. S. Medeiros, « China and Russia Will Not Be Split », *Foreign Affairs*, 4 avril 2025, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

disposition à s'entendre avec tous les régimes, par-delà l'antagonisme entre démocratie et totalitarisme<sup>10</sup>. À la limite, loin d'y faire obstacle, l'opposition idéologique rendait possible le rapprochement : aux yeux de l'opinion publique américaine, seul Nixon l'anticommuniste avait le crédit nécessaire pour tendre la main à la Chine rouge. Par contraste, l'amitié actuellement témoignée par Trump à la Russie semble reposer sur une large communauté de vues avec Vladimir Poutine, ce qui pose la question d'une extension à la Chine d'une entente plus idéologique que tactique.

## La curée : vers un ordre international à trois contre tous

Le trumpisme ne serait-il qu'un poutinisme ? À tout le moins, de réelles convergences contribuent à l'apaisement entre Washington et Moscou. Qu'elles s'expliquent ou non par une quelconque dépendance de Donald Trump à l'égard des Russes, comme il en persiste le soupçon<sup>11</sup>, les deux capitales partagent aujourd'hui une préférence pour le populisme ploutocratique, un christianisme nationaliste et la morale de Calliclès, selon laquelle il est juste que le plus fort commande au moins fort<sup>12</sup>. Or, la Chine de Xi Jinping n'incarne-t-elle pas – le confucianisme se substituant au christianisme – les mêmes valeurs ? Dans cette perspective, Trump, Poutine et Xi, ces trois « empereurs », ne pourraient-ils pas conclure bientôt une nouvelle Triplique<sup>13</sup> à la formation de laquelle Trump sacrifierait, contre d'autres avantages, Taïwan à la Chine ?

Ce scénario<sup>14</sup> est alimenté par l'attitude donnant-donnant d'un président imperméable à toute idée de solidarité des nations libres et mû par la logique extractive d'un capitalisme prédateur. Comme on le sait, Donald Trump a déjà affirmé ses prétentions sur diverses régions du globe. Il est significatif que les visées sur le Canada, le Groenland et le canal de Panama aient été qualifiées par l'éphémère<sup>15</sup> conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, de « doctrine Monroe 2.0<sup>16</sup> ». Le repli des États-Unis sur un hémisphère occidental voué à leur domination exclusive se paiera-t-

---

10. H. Kissinger, *A World Restored: Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace, 1812-22*, Boston, Houghton Mifflin, 1957.

11. R. Genté, *Notre homme à Washington. Trump dans la main des Russes*, Paris, Grasset, 2024.

12. Platon, *Gorgias*, XXXIX, trad. E. Chambry, disponible sur : <https://ed8-hps.assas-universite.fr>.

13. B. Vermander, « L'Europe doit exploiter les divisions latentes à l'intérieur de la triple alliance qui se dessine entre les États-Unis, la Russie et la Chine », *Le Monde*, 19 février 2025, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr). La Triplique était le nom donné, avant la Première Guerre mondiale, à l'alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

14. E. Wong, « Trump's Vision: One World, Three Powers? », *New York Times*, 26 mai 2025, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

15. Le 1<sup>er</sup> mai 2025, l'administration Trump a annoncé que Mike Waltz serait nommé ambassadeur aux Nations unies. Son renvoi du Conseil de sécurité nationale semble en partie une conséquence du scandale de la fuite d'une conversation sensible sur Signal.

16. T. Hains, « Trump National Security Advisor Mike Waltz on Greenland, Panama Canal: "Call It Monroe Doctrine 2.0" », *RealClear Politics*, 9 janvier 2025, disponible sur : [www.realclearpolitics.com](http://www.realclearpolitics.com).

il en échange de l'abandon de Taïwan et de toute l'Asie orientale à la Chine, l'Europe délaissée revenant quant à elle à la Russie ?

La vision d'un partage du monde entre les trois puissances peut évoquer les sphères d'influence du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup> ou encore, au XX<sup>e</sup> siècle, l'avènement des « grands espaces » (*Großraum*) théorisé par Carl Schmitt<sup>18</sup> et romancé par George Orwell dans *1984*, où trois super-États totalitaires se livrent une guerre perpétuelle. On retrouve dans ces représentations toutes les nuances d'hégémonisme et d'impérialisme que distingue la sociologie historique des relations interétatiques<sup>19</sup>. Mais si avérés que soient les appétits russes, chinois et américains pour leur voisinage, les moyens dont chacun dispose paraissent insuffisants. Entre, selon les cas, dénatalité, désindustrialisation ou économie en berne, aucun des trois ne paraît disposer, en 2025, de l'ensemble des atours de la puissance. Et comme l'a rappelé en 2021 le retrait américain d'Afghanistan, la supériorité militaire à elle seule ne garantit jamais l'accomplissement des objectifs politiques<sup>20</sup>, à plus forte raison étendus à la refonte de tout l'ordre international. L'absence de résultats de l'intense activité diplomatique relative à l'Ukraine entre les États-Unis et la Russie et la conception trumpienne du commerce sino-américain comme un jeu à somme nulle éloignent le spectre d'un monde livré à la dictature des grandes puissances.

## Le chaos : vers le désordre international

En fait, les débuts de la seconde administration Trump présagent moins d'un ordre international re façonné que d'une aggravation du désordre. Les États-Unis paraissent renoncer aux responsabilités qu'impliquait leur hégémonie<sup>21</sup> sur l'Europe et l'Asie, sans toutefois cesser d'en rechercher les privilèges, dans une compétition volatile avec la Chine et la Russie, dépourvue d'une vision de long terme pour la canaliser.

Dans une telle hypothèse, Taïwan n'est pas encore abandonnée mais ne peut déjà plus miser comme par le passé sur la protection américaine. En effet, cette protection était ancrée dans une conception d'ensemble de la place de l'Amérique dans le monde. Une fois cette conception répudiée, la politique taïwanaise des États-Unis devient un calcul d'intérêt plus précaire, pondéré par des sensibilités divergentes au sein même de la nouvelle administration et par les caprices du président. À Taipei, l'anxiété est manifeste : en ont témoigné, début mai 2025, les réactions à un commentaire abscons du président Trump sur l'« unification », aussitôt

17. H. Morgenthau, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1948, p. 135-136.

18. C. Schmitt, *Guerre discriminatoire et logique des grands espaces*, Paris, Krisis, 2011.

19. H. Bull, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2012 [1977].

20. K. Waltz, *Theory of International Politics*, Boston, Addison-Wesley, 1979, p. 188-190.

21. I. Clark, *Hegemony in International Society*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

décrypté par la diplomatie américaine comme une allusion au rebond des relations commerciales sino-américaines plutôt qu'à une perspective d'absorption de l'île par la Chine<sup>22</sup>.

Cependant, rien n'autorise à tabler sur un retour à la normale dans quatre ans, s'il est vrai que Trump est davantage le symptôme que la cause d'un délitement démocratique américain qui n'a pas fini de produire ses effets internationaux. Il faut donc acter dès aujourd'hui une rupture dans la relation entre les États-Unis et Taïwan. Jusqu'ici, elle avait pour cadre l'ambiguïté stratégique, un plan cohérent des États-Unis pour préserver le *statu quo* en dissuadant la Chine d'attaquer Taïwan. Les signaux contradictoires désormais envoyés par les États-Unis de Trump quant à la valeur de l'enjeu taïwanais pour la politique américaine créent une incertitude qui affaiblit cette dissuasion en donnant à la Chine des motifs de ne plus croire à une intervention américaine – qui aurait probablement lieu néanmoins – au risque de précipiter un conflit entre les deux grands. Après l'ère de l'ambiguïté stratégique, nous sommes entrés dans le temps de la confusion stratégique.

Avant de chercher à caractériser les déterminants de la relation américano-taïwanaise dans le nouveau monde qui vient (II), il est nécessaire de prendre la mesure de ce qui survit des ruines du monde ancien (I).

---

22. « US Says Trump's "Unification" Comment Was About US-China Trade », Reuters, 13 mai 2025, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

# L'ancien monde

Dès les premiers temps de la guerre froide jusqu'à nos jours, Taïwan a occupé une place prééminente dans le dispositif américain face à la Chine communiste. La défense de l'île n'avait pas été remise en cause par le retrait de la reconnaissance américaine de la République de Chine en 1979, à la faveur d'un arrangement politico-juridique complexe. Mais cette posture stabilisatrice était devenue plus incertaine ces dernières années du fait de la dégradation des relations sino-américaines.

## Taïwan dans la *Pax Americana*

La préoccupation des États-Unis pour leur position dans le Pacifique est une constante historique. « La Méditerranée est l'océan du passé, l'Atlantique l'océan du présent et le Pacifique, l'océan du futur » est une citation attribuée à Théodore Roosevelt, un siècle avant le « pivot vers l'Asie » annoncé par Hillary Clinton et Barack Obama<sup>23</sup>. La crainte que surgisse en Asie orientale une puissance rivale, apte à remettre en cause les échanges maritimes, voire à priver l'Amérique de sa providentielle protection océanique, inspire une stratégie dans cette partie du monde depuis les premiers temps de la République<sup>24</sup>. Sans déterminisme, la géographie milite pour un intérêt permanent des Américains en Asie, au-delà de l'hémisphère occidental. Aux flux de marchandises s'ajoutent les communications d'idées, et en particulier les valeurs libérales et démocratiques. Leur promotion dans la région a été érigée, avec plus ou moins de sincérité, en fondement de l'hégémonie américaine d'après-guerre.

On appelle ici *Pax Americana* la période ouverte, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par l'établissement d'un système de sécurité fondé sur la prééminence américaine en Asie orientale. Or, dès avant la formation de l'alliance avec le Japon et les Philippines (1951) puis avec la Corée du Sud (1953), ce système était né d'un choix américain décisif pour le destin de Taïwan<sup>25</sup>. En 1950, seule l'intervention de la Septième flotte avait empêché les communistes chinois, triomphants sur le continent, de s'emparer de l'île où s'était réfugiée la République de Chine de Tchang Kai-chek. Ordonnée par le président Truman le 27 juin, elle faisait suite au

---

23. H. Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, octobre 2011, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

24. M. J. Green, *By More Than Providence: Grand Strategy and American Power in the Asia Pacific Since 1783*, New York, Columbia University Press, 2017.

25. P. Grosser, *L'Histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 299-350.

déclenchement de la guerre de Corée deux jours auparavant, un conflit qui verrait les Américains et les Chinois s'affronter dans la péninsule<sup>26</sup>. Les États-Unis déclarèrent<sup>27</sup> qu'une prise de possession de Taïwan par la Chine communiste serait une menace à la sécurité du Pacifique et qu'ils tiendraient désormais le statut territorial de l'île pour indéterminé<sup>28</sup>.

Pendant les années 1950, ils n'en contribuèrent pas moins à l'installation à Taïwan du régime qu'ils continuaient de considérer comme le seul gouvernement de l'État chinois. L'assistance financière et technique des États-Unis contribua au succès de la vaste réforme agraire initiée sur l'île. Surtout, dans le contexte de la première crise du détroit de Taïwan (1954-1955), les États-Unis et la République de Chine négocièrent un traité de défense mutuelle, prévoyant le stationnement de forces américaines à Taïwan. Sous la présidence d'Eisenhower, Taïwan fut notamment visitée par le vice-président des États-Unis, un certain Richard Nixon.

C'est de cette époque que date la célèbre stratégie des chaînes d'îles, qui consiste à endiguer la Chine communiste par un dispositif défensif réparti sur des lignes imaginaires tracées sur les archipels et autres terres émergées de sa périphérie maritime. La première de ces chaînes d'îles fut définie par le secrétaire d'État John Foster Dulles<sup>29</sup> comme un arc s'étendant des Kouriles aux Philippines et à l'Indonésie en passant par l'archipel japonais jusqu'aux Ryūkyū (Okinawa) et Taïwan elle-même, qualifiée au même moment par le général MacArthur de « porte-avions insubmersible ».

De nos jours, les États-Unis revendiquent encore explicitement, dans leurs documents officiels<sup>30</sup>, la continuité d'une prééminence en Asie orientale et dans le Pacifique occidental, vieille de 75 ans. Elle passe par la défense de la première chaîne d'îles. Un carcan dont le franchissement a été érigé en priorité par la Marine de l'Armée populaire de libération (APL), comme en témoigne la politique chinoise de maîtrise graduelle de la mer de Chine méridionale. En bref, Taïwan a été érigée depuis 1950 en verrou de

---

26. B. A. Elleman, « High Seas Buffer: The Taiwan Patrol Force, 1950-1979 », *Naval War College Newport Papers*, 2012, 171 p, disponible sur : <https://digital-commons>.

27. Présidence des États-Unis d'Amérique, *Statement by the President on the Situation in Korea*, 27 juin 1950.

28. Les Américains s'abstinrent alors de tirer des conséquences de la déclaration du Caire adoptée en 1943 pour maintenir Tchang Kaï-chek dans la guerre et qui prévoyait, dans un style de propagande et de façon juridiquement contestable, que « tous les territoires que le Japon a volés aux Chinois, tels que la Mandchourie, Formose et les îles Pescadores, soient restitués à la République de Chine ». En réalité, Taïwan avait été cédée par l'Empire mandchou au Japon à l'issue de la première guerre sino-japonaise (1894-1895) par le traité de Shimonoseki, conformément au droit international de l'époque qui ne bannissait pas comme aujourd'hui la conquête des modes d'acquisition de la souveraineté territoriale : ce n'est que sur un registre polémique et nationaliste qu'elle pouvait être dite avoir été « volée aux Chinois » par le Japon.

29. J. F. Dulles, « Security in the Pacific », *Foreign Affairs*, vol. 30, n° 2, 1952, p. 175-187, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

30. Présidence des États-Unis d'Amérique, *National Security Strategy*, octobre 2022, p. 38.

l'hégémonie américaine, entretenant la perception chinoise d'un encerclement qui n'a donné que plus de prix à la conquête de l'île<sup>31</sup>.

Justifiée par la promotion de la démocratie en Asie, l'hégémonie américaine a été marquée, dans le cas de Taïwan, par un paradoxe. Le soutien américain au régime tyrannique de Tchang Kaï-chek, qui maintint la loi martiale en vigueur pendant 38 ans, ne tenait qu'à un froid anticommunisme et ne pouvait guère se réclamer de la cause démocratique. Mais c'est la défection de l'allié américain qui devait mettre Taïwan sur la trajectoire de la démocratie : sous la pression de l'opinion publique taïwanaise, le fils et successeur de Tchang Kaï-chek, Chiang Ching-kuo (1972-1978), joua un rôle décisif dans une transition démocratique devenue, pour le pouvoir en place, un projet alternatif à la reconquête impossible du continent<sup>32</sup>. Or, l'indifférence dont témoigne le président américain à l'égard de la démocratie pourrait se heurter au cadre juridique mis en place à Washington, destiné à compenser l'abandon d'un allié devenu aujourd'hui principal défenseur<sup>33</sup> de la liberté politique en Asie.

## Le cadre juridique mis en place à partir de 1979

Ce cadre trouve son origine dans l'expulsion des représentants de Tchang Kaï-chek de l'Organisation des Nations unies (ONU), conformément à la résolution 2758 votée par l'Assemblée générale le 25 octobre 1971, et la visite du président Nixon en Chine en février 1972, préparée par son Conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger<sup>34</sup>. Désireux de préparer un rebond de leur diplomatie après leur désengagement programmé du Vietnam, les États-Unis avaient saisi l'occasion de la dégradation des relations entre la Chine et l'Union soviétique, accélérée tout au long de l'année 1969 par des incidents frontaliers sur la rivière Oussouri. La concrétisation du rapprochement sino-américain prendrait cependant près d'une décennie, chaque partie étant absorbée par ses problèmes intérieurs avec le scandale du Watergate d'une part et, de l'autre, la mort de Mao et la difficile liquidation de la Révolution culturelle. Finalement, le 1<sup>er</sup> janvier 1979 vit l'ouverture de relations diplomatiques entre les États-Unis et la République populaire de Chine. En parallèle, le traité d'alliance avec la République de Chine était dénoncé.

31. T. Yoshihara, « China's Vision of Its Seascape: The First Island Chain and Chinese Seapower », *Asian Politics & Policy*, vol. 4, n° 3, 2012, p. 293-314, disponible sur : [www.researchgate.net](http://www.researchgate.net).

32. S. Rigger, *Why Taiwan Matters: Small Island, Global Powerhouse*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2011 ; J.-P. Cabestan, *Le Système politique de Taïwan*, Paris, Humensis, 1999, p. 62.

33. Dans le classement de l'*Economist Intelligence Unit* pour l'année 2024, Taïwan appartient à la catégorie des « démocraties complètes ». Classée globalement 12<sup>e</sup> pays le plus démocratique au monde, elle devance le Japon (16<sup>e</sup>) en Asie.

34. H. Kissinger, *On China*, New York, Penguin Books, 2012, p. 202-274.

Depuis ce jour, vu de Washington, les autorités taiwanaises sont à la tête d'un régime non reconnu installé sur une île dont le statut demeure indéterminé. Mais en parallèle, d'allié formel, Taïwan est devenue, dans la politique étrangère des États-Unis et même dans leur droit national, un allié informel doublé d'un partenaire privilégié. Ce cadre résulte d'une série de documents que l'on peut classer en deux catégories : premièrement, des déclarations du gouvernement américain, jointes ou non à des déclarations chinoises, et deuxièmement, une législation votée par le Congrès des États-Unis et interprétée ensuite par les juridictions américaines. Dans l'ensemble, on peut parler d'une position unilatérale de Washington, adoptée dans les limites incertaines d'une ambiguïté constructive avec Pékin et Taipei.

Au prix de nombreuses équivoques calculées, les États-Unis affirment depuis un demi-siècle une politique de la Chine unique qui n'est pas le « principe » invoqué par Pékin. Dans le communiqué de Shanghai<sup>35</sup> de 1972, la position américaine – exprimée dans une section du texte où, fait rare pour un document conjoint, les États-Unis ne s'exprimaient qu'en leur nom propre<sup>36</sup>, – s'était bornée à « constater que tous les Chinois des deux côtés du détroit de Taïwan soutiennent qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taïwan fait partie de la Chine ». Deux autres communiqués sino-américains, adoptés en 1979<sup>37</sup> et en 1982<sup>38</sup>, le second complété par une déclaration dite des « six assurances » à l'intention de Taïwan, ont parachevé l'expression de la position américaine. Du point de vue du gouvernement des États-Unis, les trois communiqués et les six assurances forment le socle des relations diplomatiques sino-américaines.

En parallèle, le 10 avril 1979, par l'adoption du *Taiwan Relations Act* (TRA), le Congrès a obligé le gouvernement à fournir à Taïwan de quoi « entretenir une capacité suffisante d'autodéfense » et à donner aux États-Unis les moyens de « résister à tout recours à la force ou à d'autres formes de coercition qui mettraient en péril la sécurité, le système social ou économique, ou les habitants de Taïwan ». Le texte prévoit la poursuite de « relations culturelles, commerciales et autres de nature officieuse », le maintien en vigueur de tous les traités signés entre les États-Unis et la République de Chine, et l'application inchangée des lois américaines relatives à Taïwan. Selon la Cour d'appel du district de Columbia, le TRA impose que Taïwan soit traitée, en droit américain, « comme si le retrait de la reconnaissance n'avait pas eu lieu<sup>39</sup> ». On voit que s'agissant de Taïwan,

---

35. *Joint Statement Following Discussions with Leaders of the People's Republic of China*, 27 février 1972.

36. H. Kissinger, *On China*, op. cit., p. 269.

37. *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 1<sup>er</sup> janvier 1979.

38. *U.S.-PRC Joint Communiqué*, 17 août 1982.

39. Cour d'appel du District de Columbia, *Dupont Circle Citizens v. Bd. of Zon. Adj.*, 530 A.2d 1163, 1987. La Cour d'appel pour le neuvième circuit a également eu l'occasion de juger que Taïwan ne saurait être considérée liée par les traités conclus par la Chine (*Mingtai Fire & Marine Insurance Co Ltd v. United Parcel Service*, 98-15088, 1999).

ce que la branche exécutive risquait de défaire, les branches législative et judiciaire l'ont en grande partie sauvé.

En résumé, si les États-Unis ont mis fin aux relations officielles avec Taïwan et renoncé à y voir une deuxième Chine, ils n'ont jamais accepté la prétention de la République populaire sur l'île. Et si le gouvernement des États-Unis n'a plus aucune obligation de la défendre en droit international, le droit américain l'oblige cependant à rester en état de le faire. Depuis 1979, ceci est la toile de fond de ce que l'on a appelé l'« ambiguïté stratégique » : il s'agissait à la fois de dissuader la Chine de recourir à la force pour annexer Taïwan, et Taïwan de déclarer son indépendance, un *casus belli* pour Pékin. Les États-Unis laissaient ainsi planer le doute sur le seuil et la nature de leur réaction en cas de crise entre les deux rives du détroit. C'est ce cadre qui a commencé à se fissurer dès la première administration Trump.

## Un cadre fissuré : Taïwan sous la première administration Trump

Le cadre politico-juridique progressivement mis en place entre 1972 et 1982, rendu possible mais aussi fragile par ses équivoques délibérées, n'était jamais allé sans causer de frictions entre les trois sommets du triangle Washington–Pékin–Taipei. En 1995, la visite à l'université Cornell du président taïwanais Lee Teng-hui, réélu l'année suivante lors du premier scrutin au suffrage universel de l'histoire de Taïwan, avait donné lieu à une grave crise dans le détroit. Aux tirs de missiles chinois, destinés à intimider Taïwan, les Américains avaient répondu par le plus important déploiement de forces navales en Asie depuis la fin de la guerre du Vietnam.

Cependant, la question des ventes d'armes américaines à Taïwan était restée la plus sensible. Sous l'administration Bush Jr, l'annonce en 2001 de livraisons d'un montant sans précédent de 11 milliards de dollars avait contribué à enhardir le président Chen Shui-bian, vers la formalisation de l'indépendance, jugée inacceptable par la Chine. Déjà, des contacts informels à très haut niveau avaient alors eu lieu entre officiels américains et taïwanais. Mais, sous tension depuis le début, le cadre de la relation n'a réellement été ébréché qu'à partir du premier mandat Trump.

On se souvient qu'il avait commencé, en amont de sa prise de fonctions, par un geste sans précédent depuis 1979 : le 2 décembre 2016, une communication téléphonique directe avait eu lieu entre le président élu et la présidente taïwanaise de l'époque, Tsai Ing-wen, qui avait félicité le premier pour sa victoire<sup>40</sup>. Cet épisode annonçait déjà l'ambivalence qui paraît caractériser le trumpisme à l'égard de Taïwan : démarche

40. « Trump Spoke With Taiwan President in Break with Decades of U.S. Policy », *The Wall Street Journal*, 2 décembre 2016, disponible sur : [www.wsj.com](http://www.wsj.com).

extraordinaire qui, fût-elle malavisée, a valu au dirigeant américain une certaine popularité sur l'île. L'appel pouvait aussi être interprété comme une instrumentalisation du dossier taïwanais destinée à faire pression sur la Chine, ne préjugant pas du soutien réel de la nouvelle administration à Taïwan dès lors qu'un accord serait trouvé avec Pékin.

Cependant, le premier mandat Trump a été marqué par un infléchissement continu de la politique de la Chine unique. L'initiative la plus notable avait été l'adoption, le 28 février 2018, du *Taiwan Travel Act* (TTA), dont la section 3 (b) réclame de la branche exécutive qu'elle

« autorise les fonctionnaires à tous les niveaux du gouvernement des États-Unis [...] de se rendre à Taïwan et de rencontrer leurs homologues taïwanais » et qu'elle « permette aux hauts fonctionnaires taïwanais de se rendre aux États-Unis, dans des conditions qui manifestent le respect approprié pour la dignité de telles personnalités officielles, et de rencontrer des personnalités officielles des États-Unis ».

À l'instar du *Taiwan Relations Act* de 1979, le TTA doit être interprété comme une obligation faite par le Congrès au gouvernement fédéral<sup>41</sup>. En août 2020, au milieu de la pandémie de Covid-19, l'une des conséquences les plus notables de cette législation a été la visite à Taïwan du secrétaire d'État américain à la Santé<sup>42</sup>. Dans les derniers jours de l'administration Trump, allant encore au-delà de ce texte, le département d'État avait annoncé la levée de toutes les « lignes directrices<sup>43</sup> » qu'il s'était imposées à lui-même, depuis l'établissement des relations avec la Chine, pour restreindre les contacts avec ses homologues taïwanais.

Tandis que les États-Unis de Donald Trump contribuaient à rehausser le statut international de Taïwan, ils lui livraient plus d'armes en deux fois moins de temps que ses prédécesseurs : les ventes approuvées par le département de la Défense ont atteint 18 milliards de dollars américains entre 2016 et 2020, contre 13,9 milliards sous les deux mandats de Barack Obama, 15,6 milliards sous ceux de George W. Bush, et 8,8 milliards à l'époque de Bill Clinton<sup>44</sup>. Si l'on ajoute à cela l'opportunité qu'avait représentée la mise en place de droits de douane à l'encontre de la Chine pour l'économie de Taïwan, désireuse de diversifier ses investissements au-delà du continent chinois<sup>45</sup>, ainsi que les dénonciations de la tyrannie du

41. J. G. Ku, « The Taiwan Travel Act is Legally Binding », *Chinese (Taiwan) Yearbook of International Law and Affairs*, vol. 36, 2018, pp. 116-123, disponible sur : <https://brill.com>.

42. L. Kuo, « US Health Secretary Praises Taiwan's Covid-19 Response During Rare High-level Visit », *The Guardian*, 10 août 2020, disponible sur : [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com).

43. « Lifting Self-Imposed Restrictions on the U.S.-Taiwan Relationship », Département d'État américain, 9 janvier 2021, disponible sur : <https://2017-2021.state.gov>.

44. « John J. Tkacik Jr on Taiwan: Taiwan When Trump Takes Over », *Taipei Times*, 16 décembre 2024, disponible sur : [www.taipeitimes.com](http://www.taipeitimes.com).

45. M. Duchâtel, « Taiwan and Trump 2.0: Partner or Bargaining Chip? », Institut Montaigne, 8 novembre 2024, disponible sur : [www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org).

Parti communiste chinois par Washington, il est clair que Donald Trump avait laissé un bon souvenir à Taïwan.

Est-il pour autant justifié d'anticiper la poursuite de cette politique lors de son second mandat ? Ce serait négliger ce qu'elle devait à l'influence d'une ligne républicaine traditionnelle, incarnée par les « personnes responsables » (*adults in the room*) chassées les unes après les autres de l'entourage du président. Par-delà leurs différences, des personnalités comme James Mattis, John Bolton<sup>46</sup> ou Mark Esper se rejoignaient pour soutenir la protection de Taïwan. Partagée par les démocrates, cette position a donné lieu, sous Joe Biden, à une évolution majeure : en prenant explicitement fait et cause pour Taïwan, ils ont mis un terme à l'ambiguïté stratégique sans dissiper toutes les interrogations sur la pérennité d'une politique nouvelle.

## Vers le nouveau monde : Taïwan sous l'administration Biden

Pour les raisons précédemment indiquées, les États-Unis n'avaient jamais explicité ce qu'ils feraient si la Chine attaquait Taïwan. Or, l'ambiguïté stratégique perd de sa raison d'être dans un monde où l'indépendance de l'île est à la fois de plus en plus contestée par l'agressivité militaire de la Chine et de plus en plus enracinée dans l'évolution de la société taïwanaise<sup>47</sup>. Dans ce contexte, des personnalités influentes des milieux américains de politique étrangère avaient appelé Joe Biden à apporter désormais à Taïwan un soutien sans équivoque, pour maintenir la stabilité dans le détroit<sup>48</sup>. Selon elles, le passage à la clarté stratégique aurait l'avantage de renforcer la dissuasion de la Chine, sans encourager les dirigeants taïwanais, qui pourraient se satisfaire de cette nouvelle posture, à proclamer l'indépendance.

---

46. L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump a depuis lors exprimé sa profonde inquiétude quant à l'attitude que pourrait adopter son ancien patron à l'égard de Taïwan après son retour pouvoir. Lire P. Zhang, « Taiwan Could Be 'Toast' if Trump Wins: Former US National Security Adviser John Bolton », *South China Morning Post*, 24 octobre 2024, disponible sur : [www.scmp.com](http://www.scmp.com).

47. Cette réalité peut être vue au prisme du droit international qui ne conditionne guère le statut étatique à la reconnaissance par les pairs, pas plus qu'à l'appartenance à l'ONU ni même à l'adoption formelle d'une déclaration. Cela signifie que Taïwan serait, juridiquement, dans la même position à l'égard de la Chine que l'Ukraine à l'égard de la Russie. En conséquence, les constantes manœuvres chinoises violent déjà l'interdiction de la menace du recours à la force. Un blocus voire un débarquement chinois relèveraient en principe de l'agression armée, si réticents que soient les gouvernements à l'affirmer, à commencer par celui de Taïwan – comme le Parlement européen est passé près de le dire de manière explicite dans une résolution adoptée en octobre 2024 (Parlement européen, *Résolution sur l'interprétation erronée de la résolution 2758 de l'ONU par la République populaire de Chine et les provocations militaires constantes de celle-ci autour de Taïwan*, 24 octobre 2024). Sur le statut juridique de Taïwan, lire Ch.-E. Detry, *L'affaire de la mer de Chine méridionale. Étude sur l'irréductibilité du problème de la justiciabilité des différends internationaux*, thèse Paris II, p. 91-95, disponible sur : <https://theses.fr>.

48. R. Haass et D. Sacks, « American Support for Taiwan Must Be Unambiguous », *Foreign Affairs*, 2 septembre 2020 disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

Finalement, c'est à quatre reprises<sup>49</sup>, mais non sans dissonances au sein de son administration, que le président Biden a déclaré la volonté des États-Unis de défendre l'île si elle était attaquée par la Chine, y compris par l'envoi de troupes américaines, assimilant même en une occasion le cas de Taïwan à celui des pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), couverts par la clause d'assistance mutuelle de l'article 5 du traité de l'Alliance. En évoquant, le 19 septembre 2022, un « engagement » qui aurait été pris par les États-Unis – un engagement dont nous avons vu qu'il n'existe pas –, Joe Biden pourrait simplement s'être trompé. Mais il ne paraît pas possible d'attribuer l'ensemble du revirement au déclin cognitif supposé du président américain. Joe Biden était allé jusqu'à dire que le choix de l'indépendance était l'affaire des Taïwanais<sup>50</sup>, avant de réitérer fermement le non-soutien américain à l'indépendance de Taïwan lors de l'élection en janvier 2024 du nouveau président taïwanais Lai Ching-te.

En fait, les incertitudes entourant la position de l'administration Biden sur Taïwan reflètent une redéfinition inachevée de la politique à l'égard de la Chine. À tort ou à raison<sup>51</sup>, Donald Trump avait détruit le dogme de l'*engagement* sur lequel cette politique a reposé pendant des décennies et qui pariait que le régime chinois se libéraliserait à mesure que le pays s'enrichirait à l'ombre de l'hégémonie américaine.

Cette approche, désormais caduque, n'a pas été remplacée par une autre. Les critiques de l'administration Biden ont fait valoir que Washington a négligé de se donner un cap dans son rapport au Parti communiste chinois et que, la coexistence durable avec cet ennemi étant impossible, la seule gestion de la compétition entre les deux superpuissances ne saurait être une fin en soi<sup>52</sup>. Ce reproche, attendu de la part d'un camp républicain toujours prompt à dénoncer la faiblesse des démocrates à l'égard de la Chine, touche juste en pointant une incertitude quant à l'état final (*end state*) recherché pour les relations sino-américaines. C'est dire que la répudiation hésitante de l'ambiguïté stratégique, loin d'aboutir à la clarté stratégique préconisée par certains experts à Washington, a préparé la confusion stratégique qui semble devoir s'installer dans le nouveau monde né de la réélection de Donald Trump.

---

49. « White House Backtracks After Biden Appears to Say US Would Defend Taiwan Against China », *The Guardian*, 20 août 2021, disponible sur : [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com) ; « Biden Says United States Would Come to Taiwan's Defense », Reuters, 22 octobre 2021, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com) ; « US Would Defend Taiwan if Attacked by China, Says Joe Biden », *The Guardian*, 24 mai 2022, disponible sur : [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com) ; « Biden Again Says US Would Defend Taiwan if China Attacks », BBC, 19 septembre 2022 disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

50. Th. Shattuck, « Assessing Joe Biden's Long (and Complicated) Taiwan legacy », Global Taiwan Institute, 5 février 2025, disponible sur : <https://globaltaiwan.org>.

51. A. I. Johnston, « The Failures of the "Failure of Engagement" with China », *The Washington Quarterly*, vol. 42, n° 2, 2019, p. 99-114, disponible sur : <https://newuniversityinexileconsortium.org>.

52. M. Pottinger et M. Gallagher, « No Substitute for Victory: America's Competition with China Must Be Won, Not Managed », *Foreign Affairs*, 10 avril 2024, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

# Vers un nouveau monde

Le succès de l'idéologie « MAGA », confirmé par le second mandat de Donald Trump, apparaît comme une rupture dans la politique étrangère des États-Unis. Dans la *Pax Americana*, les alliés et partenaires des États-Unis étaient valorisés par une superpuissance qui ne dissociait pas sa primauté de la cause de la liberté politique et économique. Séparée de cet objectif, la politique d'*America First* ne peut plus ancrer la défense de Taïwan dans un projet américain solide pour le monde. Elle est désormais soumise aux aléas d'une administration hétérogène, au risque de moins dissuader la Chine.

## Taïwan post-*Pax Americana*

Que représente encore Taïwan pour les États-Unis d'un Donald Trump libéré des pesanteurs de la *Pax Americana* ? Le locataire de la Maison-Blanche ne voit dans le projet de politique étrangère de l'après-guerre qu'un vaste complot contre l'Amérique, remerciée de la protection accordée aux pays amis par la dévastation de son industrie. Dans cette perspective, le déficit de la balance commerciale des États-Unis est en proportion exacte de l'exploitation à laquelle les Américains auraient été livrés par une élite incompétente ou indifférente. L'idée que l'engagement militaire des États-Unis en Asie orientale a pu favoriser l'enracinement de la démocratie, ne saurait guère trouver grâce aux yeux de l'inspirateur du coup d'État manqué du 6 janvier 2021, qui en a amnistié les auteurs sans jamais reconnaître sa défaite en 2020 et qui laisse planer le doute sur ses intentions de se présenter à un troisième mandat en violation du 22<sup>e</sup> amendement à la Constitution des États-Unis.

Qu'en est-il, dans ce contexte, de la posture américaine dans le Pacifique ? Pour l'heure, les premiers mois de la seconde administration Trump ont été dominés par la crainte des pays de la région que d'éventuelles concessions territoriales faites à la Russie en Ukraine n'enhardissent la Chine dans son propre expansionnisme. À Taïwan, on affirme volontiers que la Chine doit être arrêtée en Ukraine : ainsi, en novembre 2024, de l'ex-présidente Tsai Ing-wen, qui avait encouragé les États-Unis à en faire une priorité quitte, s'agissant des livraisons d'armes, à ce que Taïwan passe après<sup>53</sup>. La question de savoir si la crédibilité américaine sur le théâtre asiatique serait *ipso facto* ruinée par son attitude sur le théâtre européen pose certes un problème complexe, que ne résume

---

53. J. Detsch, « Taiwan's Former President Says Ukraine Needs US Weapon More Urgently Than Taipei », *Politico*, 23 novembre 2024, disponible sur : [www.politico.com](http://www.politico.com).

pas le slogan « l'Ukraine aujourd'hui, Taïwan demain<sup>54</sup> ». À tout le moins, la crédibilité des États-Unis à l'égard de Taïwan ne dépend pas que de leur conduite passée dans d'autres guerres ou crises, mais aussi de la perception par la Chine de leurs intentions et de leurs moyens actuels<sup>55</sup>. Les choix américains en Ukraine ne conduisent donc pas nécessairement à l'échec de la dissuasion à Taïwan. Mais ils pourraient encourager en Chine le sentiment d'une opportunité à saisir et contribuent donc à affaiblir cette dissuasion.

Or, à la tentation du repli prêtée à l'Amérique de Trump, avec ou sans grand accord avec la Chine, s'ajoutent les doutes croissants<sup>56</sup> sur sa capacité à remporter une éventuelle guerre de Taïwan aux conséquences incalculables. Pour cette raison, l'idée a récemment été défendue que les États-Unis ne devraient pas faire dépendre du sort de Taïwan le maintien de leur hégémonie sur l'Asie orientale<sup>57</sup>. Dans cette logique, la valeur stratégique de Taïwan étant jugée inférieure au coût potentiel de sa défense, les États-Unis devraient donner la priorité au maintien de leur influence au Japon, en Corée du Sud ou aux Philippines. Il est significatif que de telles idées circulent aujourd'hui à Washington, et elles provoquent déjà des inquiétudes à Manille, Séoul ou Tokyo<sup>58</sup>.

Le destin de Taïwan ne paraît donc pas facilement séparable de celui de l'Ukraine d'une part et des alliés en Asie orientale d'autre part. À quel point l'entourage du président Trump et le président lui-même seront-ils réceptifs à ce message ? Donald Trump sera-t-il convaincu de l'intérêt de maintenir le verrou taïwanais du seul point de vue qui puisse emporter sa conviction, l'*America First* ?

Ce bouleversement historique survient dans un contexte de recul mondial de la démocratie. Or, il faut souligner que la tendance n'épargne hélas pas Taïwan<sup>59</sup>. Polarisation, démagogie, contestation de l'État de droit : les maux des régimes représentatifs contemporains sont bien connus.

---

54. « Will It Be Ukraine Today, Taiwan Tomorrow? », *The Economist*, 17 février 2025 disponible sur : [www.economist.com](http://www.economist.com).

55. S. Kashyap, « US Credibility Dilemma: Hyphenating Taiwan and Ukraine May Be a False Paradigm », Observer Research Foundation, 2 août 2024, disponible sur : [www.orfonline.org](http://www.orfonline.org).

56. S. Pettyjohn, B. Wasser et C. Dougherty, « Dangerous Straits: Wargaming a Future Conflict over Taiwan », Center for a New American Security, 15 juin 2022, disponible sur : [www.cnas.org](http://www.cnas.org) ; M. F. Cancian, M. Cancian et E. Heginbotham, « The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan », Center for Strategic & International Studies, 9 janvier 2023, disponible sur : [www.csis.org](http://www.csis.org).

57. J. Kavanagh et S. Wertheim, « The Taiwan Fixation: American Strategy Shouldn't Hinge on an Unwinnable War », *Foreign Affairs*, 25 février 2025, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

58. « Trump Effect: Ex-Japan Minister Calls for Regional Security Alliance », *Focus Taiwan*, 28 avril 2025, disponible sur : <https://focustaiwan.tw>.

59. Sh.-A. Wang, « The Smoking Gun of Democratic Backsliding? The 2024 Amendment to the Constitutional Court Procedure Act in Taiwan », *Taiwan Insight*, 15 janvier 2025, disponible sur : <https://taiwaninsight.org>.

Depuis les élections de janvier 2024, le Parti démocrate progressiste<sup>60</sup> (DPP) dont est issu le nouveau président Lai n'a plus de majorité au parlement de Taïwan, le Yuan législatif. Cette situation de gouvernement minoritaire a déjà donné lieu à plusieurs crises relatives au budget ainsi qu'aux pouvoirs du Yuan législatif et de la Cour constitutionnelle. L'opposition profite d'un certain « dédagisme » à l'égard du DPP, au pouvoir depuis 2016, mais trouve aussi un terreau favorable dans l'intense propagande chinoise à laquelle les électeurs taïwanais sont exposés. Dès lors, le succès d'un populisme taïwanais dont la Chine sortirait gagnante ne saurait être tout à fait à exclure dans les années à venir.

À moyen terme, si une régression démocratique devait se confirmer, cela affaiblirait d'autant ce qu'il reste à Washington de voix favorables aux valeurs libérales et susceptibles de trouver dans ces préoccupations des raisons supplémentaires de défendre Taïwan. Or, ces voix se font toujours plus rares dans l'entourage du président Trump.

## Les hommes du président et Taïwan

Face à l'opacité ou à l'absence de grande stratégie de Donald Trump, les prises de position des personnalités de son administration sont susceptibles de nous donner des indications quant à la façon dont Taïwan est aujourd'hui perçue par les décideurs américains.

Le cas du vice-président James D. Vance présente un intérêt particulier compte tenu de la possibilité qu'il succède au président actuel. De James D. Vance on retient, avec le discours de Munich du 14 février 2025 et l'humiliation infligée au président Zelensky dans le Bureau ovale quelques semaines plus tard, la grande animosité des États-Unis à l'égard des alliés européens, qui semble ancrée dans une critique populiste des démocraties libérales. Le vice-président s'inspire notamment<sup>61</sup> des conceptions décisionnistes du droit de Carl Schmitt, un auteur dont aura pu lui parler son mentor, Peter Thiel<sup>62</sup>. Cette lecture du théoricien nazi le prédispose-t-elle à l'acceptation d'une sphère d'influence chinoise, incluant Taïwan ? Le dédain pour les partenaires européens vaut-il aussi pour les Asiatiques ? Rien ne permet de l'affirmer, mais il y a bien des ferments d'hostilité à Taïwan dans la priorité accordée par J. D. Vance à la réindustrialisation de

---

60. Ce parti est historiquement né de l'opposition au Parti nationaliste chinois de Tchang Kai-shek, le Kuomintang (KMT). Là où le KMT continue d'envisager la Chine et Taïwan comme un même pays, le DPP adhère à un projet national taïwanais, sans pour autant formaliser l'indépendance de l'île.

61. R. Douthat, « What J. D. Vance Believes », *New York Times*, 13 juin 2024, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

62. L'entrepreneur américain d'origine allemande, co-fondateur de PayPal et de Palanthir, est devenu le parrain de la nouvelle droite américaine. Carl Schmitt occupait une place importante dans un notable essai, empreint de christianisme et de conservatisme, sur le devenir politique de l'Occident, publié par Peter Thiel il y a près de vingt ans (P. Thiel, « The Straussian Moment », 2007, disponible sur : <https://gvern.net>).

l'Amérique, quoique les risques d'une prise de Taïwan pour l'économie américaine lui aient aussi fait déclarer que ce scénario devait être « la chose que nous devons éviter plus que tout<sup>63</sup> ». À court terme, la dépréciation de l'État de droit dont il est porteur l'éloigne du président taïwanais Lai Ching-te, accusé par l'opposition d'instrumentaliser la justice en des termes auxquels Vance pourrait souscrire. À plus long terme, parce qu'il incarne une continuité possible du mouvement MAGA (*Make America Great Again*) et de la réticence aux engagements extérieurs que ce courant véhicule, l'actuel vice-président américain constitue une mauvaise nouvelle pour Taïwan.

Par contraste, la nomination de Marco Rubio au poste de secrétaire d'État, élu républicain bien connu pour ses positions de « faucon » sur la Chine, était de nature à rassurer les Taïwanais. Cumulant le poste de conseiller à la sécurité nationale depuis le limogeage de Mike Waltz, Rubio est actuellement l'homme clé de la politique étrangère américaine. En réaction aux exercices militaires chinois d'avril, un communiqué du département d'État a réitéré l'« engagement indéfectible envers [les] alliés et partenaires, y compris Taïwan<sup>64</sup> ». Dernièrement, la représentation des États-Unis à l'ONU s'est aussi opposée au mésusage de la résolution 2758 par la Chine dans l'enceinte du Conseil de sécurité<sup>65</sup>. Cependant, l'apparente plasticité de convictions manifestée par Marco Rubio depuis sa nomination et son adoption d'une rhétorique trumpienne ne sont pas de nature à rassurer définitivement sur la stabilité de la politique américaine<sup>66</sup>. Ancien défenseur de l'hégémonie bienveillante des États-Unis, le secrétaire d'État déclare aujourd'hui que le bien de son pays doit enfin primer sur celui de l'ordre international ou du monde<sup>67</sup>, un discours conforme à la ligne MAGA qui suggère que Rubio ne renforcera pas particulièrement la résolution américaine dans la défense de Taïwan.

Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, particulièrement contesté pour l'amateurisme de ses débuts, pourrait ne pas demeurer longtemps au Pentagone. Pour autant, on peut relever qu'il avait lui aussi exprimé le soutien des États-Unis à Taïwan à l'issue des exercices d'avril, survenus, peut-être par volonté chinoise de tester la réaction américaine, à l'issue de ses visites aux Philippines et au Japon. Surtout, le 31 mai 2025, le secrétaire à la Défense a prononcé au Dialogue Shangri-La de Singapour un discours

---

63. J. McGillis, « Bargaining Chips: What the Vance Doctrine Means for Taiwan », *The Interpreter*, 25 septembre 2024, disponible sur : [www.lowyinstitute.org](http://www.lowyinstitute.org).

64. « Response to China's Military Exercise Near Taiwan », Département d'État des États-Unis, 1<sup>er</sup> avril 2025, disponible sur : [www.state.gov](http://www.state.gov).

65. « U.S. Blasts China for Misusing U.N. Resolution at Security Council Meet », *Focus Taiwan*, 24 avril 2025, disponible sur : <https://focustaiwan.tw>.

66. N. Toosi, « The Marco Rubio Guide to Survival Is Not Working Well », *Politico*, 17 février 2025, disponible sur : [www.politico.com](http://www.politico.com).

67. *Secretary of State Marco Rubio at the American Compass Fifth Anniversary Gala*, Département d'État américain, 3 juin 2025 disponible sur : [www.state.gov](http://www.state.gov).

qui a lourdement insisté sur le risque d'une invasion chinoise de Taïwan, tout en rappelant que Donald Trump a prédit qu'elle n'aurait pas lieu sous sa présidence<sup>68</sup>. Pete Hegseth a évoqué dans ce contexte l'instauration de la « paix par la force », une formule souvent utilisée dans l'entourage de Donald Trump mais derrière laquelle on peine encore à entrevoir une véritable doctrine – posture velléitaire plus que fermeté de la volonté.

L'une des personnes appelées à donner un contenu à ce slogan serait Elbridge Colby, le sous-secrétaire à la politique de Défense, qui pourrait résumer les équivoques de la nouvelle administration. La nomination de ce proche de James D. Vance, expert des questions de défense pourtant issu des milieux de politique étrangère les mieux établis<sup>69</sup> n'avait pas été sans susciter la réticence de républicains plus traditionnels<sup>70</sup>. Dès avant l'élection, Colby avait mis en garde contre l'agressivité chinoise et l'instruction qu'aurait donnée Xi Jinping de préparer l'armée à la guerre d'ici 2027, des questions qu'il suit de près. Mais il avait aussi jugé que les États-Unis, affaiblis par le déclin de leur base industrielle et la croissance relative d'armées rivales, ne devraient ni ne pourraient plus jouer le rôle de gendarme du monde<sup>71</sup>. Lors de son audition au Sénat, Elbridge Colby a suggéré que Taïwan devrait consacrer jusqu'à 10 % de son produit intérieur brut (PIB) à sa défense, contre moins de 3 % aujourd'hui, un effort dont le Premier ministre taïwanais Cho Jung-tai a jugé qu'il serait tout bonnement impossible<sup>72</sup>. C'est néanmoins ce qui est attendu de Taïwan dans un contexte de dégradation de l'équilibre militaire dans le détroit, qui fait dire à Colby que le sort de l'île est « important » pour les États-Unis, afin de prévenir une hégémonie régionale de la Chine, mais n'est pas un « intérêt existentiel »<sup>73</sup>. Elbridge Colby, qui s'était prononcé sous l'administration Biden en faveur d'une priorité accordée à la préparation d'une guerre à Taïwan<sup>74</sup>, nuance désormais sa position en insistant sur la nécessité de contenir le risque à un niveau acceptable par le peuple américain, ce qui pose la question de savoir où se trouve la limite pour l'administration à laquelle il appartient.

---

68. *Remarks by Secretary of Defense Pete Hegseth at the 2025 Shangri-La Dialogue in Singapore (As Delivered)*, Département de la Défense des États-Unis, 31 mai 2025, disponible sur : [www.defense.gov](http://www.defense.gov).

69. Le grand-père d'Elbridge Colby, William Colby, fut directeur de la CIA.

70. A. Jaulmes, « Elbridge Colby, porte-drapeau du grand réalignement stratégique américain », *Le Figaro*, 11 mars 2025, disponible sur : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr).

71. « “They Would Never Be Doing This Under Trump” : Two G.O.P. Foreign Policy Experts on What a Second Term Would Mean for the World », *The New York Times*, 24 octobre 2024, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

72. « Raising Taiwan's Defense Spending to 10 % of GDP “Impossible” : Premier », *Focus Taiwan*, 12 mars 2025, disponible sur : <https://focustaiwan.tw>. En août 2025, le président Lai Ching-te a fixé le cap d'une élévation des dépenses de défense à hauteur de 5 % du PIB d'ici 2030.

73. *To Consider the Nomination of Mr. Elbridge A. Colby to Be under Secretary of Defense for Policy*, Sénat des États-Unis, 4 mars 2025, disponible sur : [www.armed-services.senate.gov](http://www.armed-services.senate.gov).

74. E. Colby, « America Must Prepare for a War over Taiwan », *Foreign Affairs*, 10 août 2022, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

En dépit de son départ de cette équipe et de sa soudaine et spectaculaire brouille avec le président, le cas d'Elon Musk mérite d'être mentionné, celui-ci conservant une certaine influence sur la droite américaine. Or, on doit au patron de Tesla – entreprise très implantée en Chine – quelques agissements inquiétants au sujet de Taïwan. En 2023, le milliardaire avait comparé Taïwan à Hawaï et affirmé qu'il s'agissait d'« une partie intégrante de la Chine qui ne fait arbitrairement pas partie de la Chine<sup>75</sup> ».

Taïwan conserve néanmoins un levier pour rester dans les bonnes grâces de l'administration Trump : celui des semi-conducteurs.

## Des brèches dans le bouclier de silicium ?

L'industrie taïwanaise des semi-conducteurs détient une part de marché majoritaire dans la production mondiale de ces composants au fondement de toutes les technologies numériques contemporaines. Il en résulte à l'égard de Taïwan une dépendance de l'ensemble de l'économie mondiale, y compris de l'économie chinoise. Cette circonstance, qui protégerait l'île d'une invasion, est couramment appelée le « bouclier de silicium ». La Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) produit 90 % des puces électroniques les plus avancées ; elle a récemment présenté son modèle gravé en 2 nanomètres (nm)<sup>76</sup>.

Seuls 10 % des semi-conducteurs produits dans le monde sont aujourd'hui fabriqués aux États-Unis, contre 37 % en 1990. Aussi l'administration Trump I avait-elle négocié avec TSMC la construction d'une méga-usine dans l'Arizona. Sous l'administration Biden, cette politique d'autonomisation a été poursuivie par les restrictions aux exportations vers la Chine des puces d'intelligence artificielle et l'allocation de crédits pour la construction de trois usines supplémentaires, sur le fondement du *CHIPS and Science Act* de 2022. Donald Trump a jugé cette dépense inutile, les droits de douane permettant selon lui d'arriver au même résultat<sup>77</sup>. « Vous savez, Taïwan a volé notre industrie des puces... et ils voudraient qu'on les protège ! » avait-il déclaré à Joe Rogan, comparant implicitement les États-Unis à un gangster qui devrait faire payer sa protection<sup>78</sup>.

---

75. « La diplomatie taïwanaise condamne les propos d'Elon Musk sur Taïwan », *Radio Taiwan International*, 14 septembre 2023, disponible sur : [www.rti.org.tw](http://www.rti.org.tw).

76. D. Vicinanza, « Taiwan's Latest Computer Chip Has Serious Implications for Technology – and the Island's Security », *The Conversation*, 4 avril 2025, disponible sur : <https://theconversation.com>.

77. A. Swanson et M. Ngo, « Biden Cements TSMC Grant Before Trump Takes Over », *New York Times*, 15 novembre 2024, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

78. M. Ngo, « Trump Attacks Bipartisan Semiconductor Law, a Key Policy Achievement for Biden », *The New York Times*, 26 octobre 2024, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

Sous la menace de mesures protectionnistes, TSMC a consenti début mars 2025 à un nouvel investissement de 100 milliards de dollars (s'ajoutant aux 65 milliards déjà investis) dans ses usines de l'Arizona<sup>79</sup>. À l'occasion de cette annonce destinée à réduire le risque taïwanais, le président Trump a déclaré qu'une invasion de Taïwan resterait « un événement catastrophique, évidemment<sup>80</sup> ». La nouvelle n'en a pas moins été accueillie avec inquiétude à Taïwan et elle pourrait alimenter l'accusation faite par l'opposition au pouvoir de vendre le pays aux États-Unis sans en améliorer la sécurité. Cependant, même avec ce nouvel investissement, la part de la production de TSMC aux États-Unis ne devrait pas dépasser 5 à 7 %<sup>81</sup>, tandis que le gouvernement taïwanais a exclu que puissent y être fabriquées, dans l'immédiat, les puces de 2 nm puis à terme de 1,6 nm<sup>82</sup>.

La dépendance des États-Unis aux composants fabriqués à Taïwan va donc durer. Les usines américaines de TSMC ne pourront pas répondre à l'ensemble de la demande américaine. En toute hypothèse, l'investissement de TSMC ne réduira pas significativement le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de Taïwan. Pour l'heure, les semi-conducteurs restent exclus des droits de douane de 20 % sur les marchandises taïwanaises finalement décidés le 31 juillet 2025, encourageant à Taïwan une perception dégradée du protecteur américain<sup>83</sup>.

---

79. « Another Historic Investment Secured Under President Trump », Maison-Blanche, 3 mars 2025, disponible sur : [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

80. Z. Basu, « Trump's Taiwan Mystery », Axios, 8 mars 2025, disponible sur : [www.axios.com](http://www.axios.com).

81. M.-Ch. Kuo, « In-Depth Analysis of TSMC's New Investment Plans in the United States: TSMC Stands Out as the Most Successful Non-US Company in Negotiations with the Trump Administration », Medium, 4 mars 2025, disponible sur : <https://medium.com>.

82. « TSMC Won't Produce 2 nm Chips in U.S. Next Year: Minister », *Focus Taiwan*, 4 mars 2025, disponible sur : <https://focustaiwan.tw>.

83. « Further Modifying the Reciprocal Tariff Rates », Maison-Blanche, 31 juillet 2025, disponible sur : [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov).

# Conclusion

Alors que le 30 avril 2025 a marqué la commémoration des 50 ans de la chute de Saïgon, un événement dont le souvenir reste vif dans cette partie du monde, les alliés tant européens qu'asiatiques des États-Unis en sont désormais tous à se demander si leur sort pourrait être un jour celui du Sud-Vietnam. Ce sentiment est fort à Taïwan, où la perte de la reconnaissance américaine en 1979 avait été une première trahison et où l'abandon pur et simple à la Chine avait, d'ailleurs, été sérieusement envisagé<sup>84</sup> par Henry Kissinger lors de sa rencontre avec Zhou Enlai en 1971. De nos jours, la thèse que l'on appelle en mandarin « l'américano-scepticisme » (疑美論) a déjà fait son chemin auprès d'une partie de l'opinion, réceptive au récit activement encouragé par la propagande chinoise selon lequel les États-Unis ne seraient pas un ami fiable et ne voudraient ou ne pourraient pas protéger Taïwan<sup>85</sup>.

Ces inquiétudes sont entretenues – quelles que soient les déclarations rassurantes de certains membres de son administration et les initiatives du Congrès<sup>86</sup> – par le refus de Donald Trump de dire s'il défendrait ou non Taïwan au cas où elle serait attaquée par la Chine<sup>87</sup>. Cette position pourrait sembler un retour à l'ambiguïté stratégique dont était sorti Joe Biden pour assurer l'île de son soutien. Cependant, l'incertitude paraît destinée, certes, à dissuader la Chine, mais plus encore à monnayer la défense de Taïwan. Elle conduit à se demander si l'indétermination quant au seuil et à la nature de la réaction est voulue et délibérée – à des fins stabilisatrices – ou bien représente la manifestation d'une certaine irrésolution chaotique. Elle exprime au passage les divisions d'une administration hétéroclite, où la ligne MAGA pourrait être en passe de recouvrir ce qui restait du consensus de politique étrangère de l'après-guerre et que ne rassemble vraiment que la fidélité à la personne du président, sans que ce dernier ne paraisse enclin à mettre de l'ordre.

---

84. Selon des documents aujourd'hui déclassifiés : D. E. Sanger, « Henry Kissinger Is Dead at 100; Shaped the Nation's Cold War History », *The New York Times*, 29 novembre 2023, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

85. K.-s. Yang, « Défendre Taïwan est dans l'intérêt national des États-Unis » [守護台灣，就是美國的國家利益], *Medium*, 28 juin 2018, disponible sur <https://medium.com> ; Ch. Yu, « US Skepticism Narratives and Where They Come From », *Taiwan Information Environment Research Center*, 8 août 2023, disponible sur : <https://iorg.tw>.

86. Le 1<sup>er</sup> avril 2025, une proposition de loi bipartisanne, le *Taiwan Allies Fund Act*, a été introduite dans le but de financer à hauteur de 120 millions de dollars le soutien aux partenaires de Taïwan, résistant aux tentatives de la Chine d'isoler l'île.

87. K. Razdan, « Donald Trump Declines to Say Whether US Would Defend Taiwan in Attack by Mainland China », *South China Morning Post*, 27 février 2025, disponible sur : [www.scmp.com](http://www.scmp.com).

La défense de Taïwan reste fondamentalement un problème de dissuasion. Il s'agit, par une menace implicite ou explicite des États-Unis, d'entretenir du côté chinois la croyance que le *statu quo* demeure préférable à la situation que créerait une invasion de Taïwan, soit parce que l'intervention américaine empêcherait la prise de l'île, soit parce que la conquête ne se ferait qu'à un coût trop élevé pour la Chine. Dans la réussite de toute stratégie de dissuasion, il entre un mélange de facteurs techniques, politiques et psychologiques<sup>88</sup>. D'un point de vue technique, on peut supposer que les États-Unis conservent, *a minima*, la capacité de sérieusement contrecarrer les projets de la Chine, en dépit des progrès militaires chinois. D'un point de vue politique, l'évolution du calcul coût-bénéfice de la Chine est incertaine. Sa mauvaise conjoncture économique peut inciter à la retenue, par souci de la stabilité sociale, autant qu'à l'aventurisme, pour distraire la population des problèmes intérieurs. Dans des circonstances d'affaiblissement généralisé des règles relatives au recours à la force et alors que la question de la succession de Xi Jinping reste en suspens, l'aversion au risque de la Chine pourrait diminuer.

Cela contribue à la dégradation du facteur psychologique. En donnant l'impression de moins tenir à Taïwan que par le passé et de revenir sur la ligne rouge que Joe Biden avait commencé à tracer, les États-Unis de Donald Trump pourraient inciter la Chine à agir. Cette dernière, portée à miser sur une guerre éclair pour garantir son succès militaire<sup>89</sup>, pourrait par exemple se laisser convaincre par l'hésitation dont le président Trump a fait preuve pendant la guerre Israël-Iran de juin 2025. On ne peut non plus exclure un phénomène d'auto-intoxication par la propagande chinoise sur la non-fiabilité américaine, dont se persuaderait Xi Jinping. À l'échec de la dissuasion, lourd de conséquences pour la région, s'ajouterait un conflit dévastateur entre les deux grands si les États-Unis intervenaient néanmoins, ce qui reste le plus vraisemblable<sup>90</sup>.

Le président Trump n'a guère pour habitude de se réclamer de la pensée de ses prédécesseurs. Il y a une exception à cela : William McKinley, président de 1897-1901, dont il partage le goût pour les droits de douane<sup>91</sup>. Mais McKinley fut aussi l'initiateur de la guerre avec l'Espagne de 1898, dont la victoire américaine avait marqué le début, avec l'acquisition de Guam et des Philippines, de leur expansion dans le Pacifique. Il est trop tôt pour exclure que le second mandat de Donald Trump soit aussi pour lui l'occasion de se réclamer de cette continuité-là, mais il paraît raisonnable

---

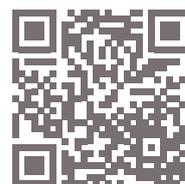
88. R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 2004, p. 409-410.

89. T. Delpéch, *L'Ensausage. Le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Grasset, 2005.

90. Rappelons qu'un tel conflit présenterait un risque d'escalade nucléaire et que, l'enjeu étant existentiel pour la Chine, il ne serait pas impossible que se présentent des circonstances où Pékin choisirait de frapper en premier. Lire B. Tertrais, *Pax atomica ? Théorie, pratique et limites de la dissuasion*, Paris, Odile Jacob, 2024, p. 145-146.

91. F. d'Orcival, « Pourquoi Donald Trump est si attaché au mont McKinley », *Le Figaro*, 22 mars 2025, disponible sur : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr).

de penser que, divorcé d'un projet américain cohérent pour l'ordre international, le soutien plus conditionnel à Taïwan amoindrit déjà l'efficacité de la dissuasion. Par les mauvais calculs auxquels elle pourrait encourager la Chine – qui pourrait encore intensifier ses manœuvres d'intimidation de Taïwan dans le but d'éprouver la détermination américaine –, elle est en train de rendre la guerre moins improbable. Sans alarmisme, l'évaluation des forces en présence amène à reconnaître que Taïwan ne pourra survivre indéfiniment dans un monde où les États-Unis ne savent plus aussi précisément que la Chine ce qu'ils veulent : faute d'une clarification doctrinale et des ambitions américaines, l'ambiguïté stratégique semble condamnée à laisser place à la confusion stratégique.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)